

• **Février 2021 • Numéro 181** •

Pandemie, Libertés, Froid, Services publics, Misère, les temps sont durs (mais pas pour tout le monde)

Edito : Pandemie, libertés, froid, services publics, misère, les temps sont durs (mais pas pour tout le monde)

*Par Jean-Luc Gonneau IIlustrations d Agnès Bihl et de Pierre Thomas*

*Voilà maintenant plus d’un an que le coronavirus devenu covid19 (et ses florissantes variantes) monopolise ou presque le discours gouvernemental et l’attention des medias. Faut-il revenir sur l’action gouvernementale contre la pandémie ? Un peu, mon n’veu. Toutefois, soyons justes : face à une épidémie de ce type, tout gouvernement peut être conduit à hésiter sur les mesures à prendre, à tâtonner sur leurs applications, à commettre quelques erreurs. Et tout citoyen peut douter des justifications de ces actions sans pour autant être assimilé à un «procureur». Mais les mensonges à répétition, ça, le citoyen a du mal à l’avaler.*

*Buzin (mintre et dédecin), janvier 2020 : des masques, on en a plein (lire : y’en a plus en stock). Véran (ministre et médecin), février 2020 : les masques, ça ne sert à rien (lire :en fait, on n’en a pas). Véran, un peu plus tard : la solution, c’est les tests. Sauf que là aussi, ils se font attendre. Et une fois là, on pige qu’il faut se tester à répétition pour être peinard. Puis les vaccins. L’ébouriffant bordel total. L’Europe s’unit. Youpi, bondissent les eurolâtres (L’Europe ! L’Europe !L’Europe !, disait naguère l’oncle Charlie pour s’en gausser). Le temps de se mettre d’accord, les 27 européens se font blouser par la Grande-Bretagne, Israël et quelques autres, eux-mêmes blousés par les Etas-Unis qui, Trump ou pas Trump, ont flairé le magot depuis le début. Mais l’Europe a elle-même blousé les pays les plus pauvres, quelle victoire, récoltant en boomerang les variants exotiques qui maintenant font si peur, et ouvrant un boulevard géopolitique aux vaccins chinois et russes, qui paraissent au moins aussi performants que ceux du vaillant (ou vacillant) Occident, et commencent à inonder le monde, sauf l’Europe, qui met énormément de temps à les valider alors qu’Astra-Zeneca (le moins performant) et Pfizer ont obtenu ça en un tournemain, d’autant plus aisément que bien des valideurs les connaissent intimement, si vous voyez ce qua ça veut dire. Résultat : la vaccination made in France est annoncée «prudente» (lisez : on n’a pas assez de vaccins, et surtout pas les russes et chinois).*

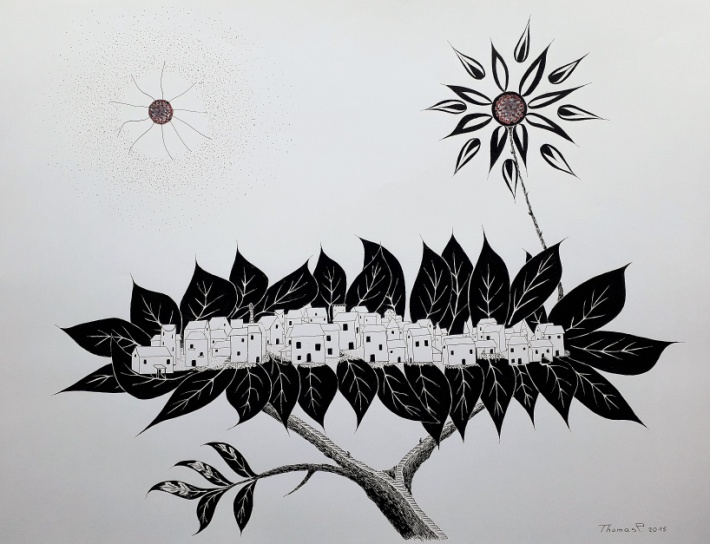
*Et nous voilà incités, à l’instar de Mme Bachelot, à admirer le courage, les biceps et les pectoraux de M. Véran (le menteur de tout à l’heure) se faisant vacciner, ou le président de la République transformé en panneau publicitaire pour expliquer à ces crétins de français comment se laver les mains ou mettre un masque. On en rajoute ? On en rajoute. Pendant ce temps, ils nous disent, que la messe,c’est ok, mais les musées et les concerts, et les cinémas, non. Pourquoi ? On veut éviter les queues à l’entrée. Ils n’ont pas vu les queues au début des centres de tests ? Pauvre Roselyne Bachelot, qui travaille jour et nuit, dit-elle, pour la culture, car elle écoute, chaque jour, les professionnels du secteur, et les rassure en disant que tout ira mieux quand tout cela sera terminé. Chapeau, Roselyne, tu leur as rivé le clou, là.*

**

*«En même temps», on continue de fermer des lits hospitaliers, dont on nous dit, «en même temps » qu’on manque. En même temps, le manque de personnel qualifié en réanimation, déjà identifié il y a un an continue. En même temps, la revalorisation de nos personnels de santé, qualifiés à juste titre d’«héroïques» reçoivent des clopinettes lors du «Ségur de la santé». En même temps, notre «champion» pharmaceutique Sanofi, présidé par Serge Weinberg, l’un des mentors du jeune Macron mais rassurez-vous, c’est juste une coïncidence, licencie des centaines de chercheurs tout en percevant, c’est ce qui caractérise nos «champions» et autres «premiers de cordée», quelques centaines de millions d’euros de crédit impôt-recherche (que dit le pointilleux Lemaire, gardien de nos impôts ? Rien°) ? n’arrive pas, normal, à mettre au point un vaccin (pas assez rentable pour le banquier Weinberg ?) mais parvient à verser quatre milliards de dividendes à ses actionnaires (pas pour tout le monde, le dur). En même temps, nos libertés sont bridées, les confinements, couvre-feux et autres fermetures, décidé.es par coup par coup, sans que leur efficacité sanitaire soit clairement démontrée, sans que leurs conséquences sur l’équilibre psychologique et sanitaire hors covid de la population soit mesurées, décidées apparemment en fonction de critères économiques ou sécuritaires (confinement égale pas de manifs, contrôles multipliés,,,). Quel prix a notre liberté ? Quelles seront les durées de vie des restrictions imposées au nom, prétendent-ils, de la seule pandémie ? L’histoire nous enseigne que tant de mesures annoncées «temporaires» deviennent définitives.*

*Si la «crise Covid» touche une grande partie de la population, si, soyons justes toujours, le gouvernement tente, tant bien que mal, de garder, de justesse puisque soyons justes, la tête hors de l’eau de celles et ceux qui ont la chance d’avoir un salaire (car c’est une chance par les temps qui courent) ou les commerçants chahutés de confinements en couvre-feu(alors qu »Amazon et ses amis GAFAM se gavent, sans payer d’impôts ou presque ((pas pour tout le monde, le dur), les précaires, eux, en prennent plein la figure. Et les précaires, ça fait du monde en une époque où un contrat à durée déterminée, même sous payé, est une sorte de Graal. Ils ont droit à une aumône, de ci de là, qui ne leur évite pas les queues (tiens, les revoilà, réelles, celles-là) devant les distributions d’aides alimentaires.*

*Pendant quelques jours, la vague de froid a fait concurrence au covid. Elle aussi montée en épingle par un battage médiatique car sa durée de quelques jours, son intensité déjà subie ces dernières décennies, n’en méritait pas tant, nonobstant les très réels inconvénients subis par nos concitoyens de certaines régions. Bref, d’un épisode climatique certes sévère mais maintes fois subi et qui ne constitue pas une surprise, les médias, soutenus en sous-mains par un gouvernement qui considère que tout ce qui peut inquiéter le peuple lui permet, avantage collatéral, de se présenter comme un rempart, en ont fait une catastrophe nationale. Une fois encore, ce sont les plus précaires des précaires, sans abris, sans chauffage, qui ont pris cher. Qu’importe, pour les cabinets ministériels, ces gens là ne votent pas. Eten même temps, le gouvernement prépare (Lemaire aux manettes, méfiez-vous de ce type) le démantèlement d’EDF, premier chauffagiste de France. La Gauche Cactus a cosigné une pétition contre cette horreur. Cosignez ! (voir sur notre site*



## Au sommaire de ce numéro

**Hold up sur la pensée Yann Fiévet** examine avec une précision chirurgicale les éléments qui se mettent en place pour qu’il devienne difficile de penser en dehors de la doxa libérale*Illustration glanée sur le net par* ***Benoist Magnat.***

### Pétition : Pour un véritable service public de l’énergie Plus d’une centaine de syndicats, d’associations, de partis, et la Gauche Cactus bien sur ont signé, et d’autres, organisations, élus, citoyens, s’y joignet chaque jour. Car pendant que la pandémie attire tous les regards, le démantèlement du service public continue, lits fermés dans les hôpitaux et, pour cette pétition, démantèlement d’EDF. Arrêtons ça en signant cette pétition : <https://pourunveritableservicepublicdelenergie.fr...>

[**Feu la normalité ?**](http://n484.mjt.lu/lnk/AVMAACD4Q_0AActynQoAAAF_rZQAAAAA4pcAAD5JAAmgJABgF9ArqXhfpJTnSgKVIDZiqnxVSwAJHqg/2/l1kE5VLYeahBWEdAnisoow/aHR0cHM6Ly93d3cucHJhdGlxdWVzLXNvY2lhbGVzLm9yZy9mZXUtbGEtbm9ybWFsaXRlLw)Qui, quel discours est normal, ou anormal ? Normal ou anormal pour qui ? Qui dit le normal ? **Saül Karsz** aborde ces questions et leurs conséquences politiques et sociales

**L’émeute au Capitole au cœur de l’histoire américaine.** L’historien **Pierre Guerlain** revisite cet épisode, dont les racinessont profondes dans l’histoire américaine. Ce dont les «élites» du Parti démocrate qui viennent, avec Joe Biden, de reprendre le pouvoir, ne prennent pas suffisamment conscience. *Illustration glanée sur le net par* ***Yatahonga***

**Texte sans avenir** Un court texte farci d’ironie de **José Barros**, qui nous montre qu’en ces temps de confinement ou couvre-feu, tous les jours sont pareils mais aucun identique

[Chroniques du règne de Manu le Petit](https://www.facebook.com/hashtag/chroniquesdur%C3%A8gnedemanulepetit?__eep__=6&__cft__%5b0%5d=AZWMxY44ecR5ZZ88JUbWvczfXDxaS-5b3dqRV64nGbOxmLRjH0tR-89RX15t-kTNoGYYIpfW40eOl6S01xV6sc0FblbX0ixcWs8mXnAv6x14DR6atfclLKRBimkBrthNrCLYdbXQerTyFLoFrNBhfxCyOU1Rna9dGApFNZ5Zb_U-bjMTZ0Lfr2EhdY1ajebZcBbOyeBVPG7n8Dl258lERTgh&__tn__=*NK-y-R). Nous empruntons à nouveau un article à la page facebook de la très malicieuse Julie d’Aiglemont, dont nous espérons que la vie est notoirement plus agréable que celle de sa très balzacienne ancêtre, ce que son piquant parait subodorer. *Illustration par elle-même.*

**Faire-part de naissance bureaucratique.** Partageons la joie de la grosse vingtaine de structures administratives censées gérer la santé en général et la pandémie en particulier, qui nous annoncent la naissance de leur petite dernière. *Glané sur le net par* ***Iradj Ziaj***

Vivre au temps du coronavirus.Alain Coulombel, reprenant l’historique de la crise liée à l’apparition du covid19, analyse les effets de celle-ci sur nos comportements, sur la société et l’économie, et les dangers qu’elle peut susciter à l’avenir *Illustration par Fedetlib*

Convention citoyenne : Trop, c’est trop ! Emmanuel Macron eut la brillante idée de convoquer une Convention citoyenne sur l’environnement. 150 citoyens tirés au sort, ce devrait être à sa main, une sorte de mini-«grand débat» dominé par son intelligence supérieure. Il s’engage à en respecter les propositions, sauf trois «jokers» sur des thèmes trop compliqués, sans doute pour une simple intelligence citoyenne. Et patatras, les jokers se multiplient, au grand dam des citoyens en question et d’une partie de l’opinion publique. Patrice Cohen-Séat part de cet épisode pour montrer les décalages entre l’actuel pouvoir et la société, et les dangers encourus

### Le général Dumas au cœur de la crise identitaire Un retour à l’histoire plutôt qu’aux hystéries est souvent bonne conseillère pour réfléchir sur le racisme et les débats postcoloniaux. Ce que propose André Bellon

**Hold up sur la pensée**

*Par* ***Yann Fiévet*** *. Illustration glanée sur le net par* ***Attac Paris Nord Ouest***

La crise dite du Coronavirus et ses dramatiques conséquences sociales, économiques et politiques conforte la « démocratie macronienne », une forme de la démocratie qui n’a plus désormais de démocratie que le nom. On reprochait à Emmanuel Macron, bien avant cette crise, le caractère jupitérien de sa conception de l’exercice du pouvoir présidentiel. La crise sanitaire n’a fait que renforcer ce caractère. Dans la « gestion de la pandémie » les décisions sont prises par le tandem Macron-Castex entouré de quelques ministres à la parole secondaire, décisions éminemment verticales destinées à être appliquées uniformément sur l’ensemble du territoire du pays avec le soutien indéfectible des préfets. Les citoyens ne sont en rien associés à cette gestion, il leur est tout juste demandé de respecter sans rechigner les mesures décidées au sommet. Et l’on s’étonne que nombre d’entre eux n’obtempèrent que partiellement quand ils ne sont pas carrément récalcitrants. Il résulte de cette calamiteuse manière d’envisager la résolution de la crise un climat social peu propice à la sérénité et à la nécessité d’une profonde réflexion, deux ingrédients pourtant indispensables à l’épanouissement de la démocratie.

Les conséquences de la pandémies – bien réelles, il n’est pas question d’en douter – sont d’autant plus graves que le duo décisionnaire paraît sûr de lui alors même que de nombreuses incertitudes demeurent à propos de cette pandémie d’un genre nouveau. Le public attentif qui ne se contente pas d’une source unique d’informations constatent tous les jours que les experts consultés par l’autorité politique ne sont pas tous du même avis. Il se demande si l’on n’a pas tendance à écouter les experts qui ont par ailleurs des relations étroites avec l’industrie pharmaceutique tandis que d’autres avis autorisés sont purement et simplement ignorés. Il se demande si ceux qui nous dirigent au lieu de gouverner n’attendent pas comme leur salut définitif le miraculeux vaccin. Car, en effet, la population constate – lorsqu’elle s’informe un peu sérieusement – que la volonté de bâtir une société plus résiliente n’est pas inscrite sur l’agenda de la classe politique en place.



On ne cherche en rien à modifier les règles de fonctionnement de l’économie marchande, d’en modifier les structures profondes, de bousculer la domination du capital sur le travail, etc. Au contraire, on continue, par exemple, d’accorder des autorisations d’implantation d’élevages industriels aux conditions sanitaires défaillantes – et pas seulement en Bretagne – d’inciter « nos fleurons » du secteur de l’énergie à prospecter de nouveaux gisements pétroliers. Cet attentisme paralysant couplé à une fuite en avant mortifère sont incontestablement des plus coupable.

En réalité, le pouvoir en place à Paris est fébrile. Certes, il peut compter sur une «majorité présidentielle» - qu’en un autre temps on aurait nommée godillot – à l’Assemblée Nationale mais il craint sérieusement les troubles que pourrait faire naître sa gestion peu transparente - et pleine de contradictions - de la crise actuelle. C’est bien sûr d’abord cette crainte qui a motivé l’écriture et l’adoption de la «loi de sécurité globale». On ne compte plus le nombre de lois relatives à la sécurité votées au Parlement depuis quinze ans. Alors que le code pénal renferme déjà, selon les juristes les moins complaisants à l’égard du régime politique, tout ce qui est nécessaire à la lutte contre les diverses formes de la délinquance il fallait une loi supplémentaire. Cette dernière est qualifiée de globale comme pour marquer un aveu involontaire de l’entrée du pays dans une transition autoritaire où le citoyen est un suspect en puissance et doit à ce titres être étroitement surveillé par tous les moyens technologiques disponibles. Au passage, on donne à la police et à la gendarmerie des gages de soutien – pourtant déjà presque sans failles – dans leur «mission de maintien de l’ordre». Désormais, la question se pose de savoir si ces deux entités sont là pour protéger la population ou pour protéger l’Etat. La classe politique en place a ainsi comme credo prioritaire de tenir bon jusqu’à la prochaine élection présidentielle. Nous savons déjà qu’elle fera campagne principalement sur la question sécuritaire en intensifiant la stratégie de la peur. Ayons la cruauté de rappeler que lors de sa campagne de 2016 Emmanuel Macron disait que ce n’est pas en limitant les libertés du citoyen que l’on accroît la sécurité. Il l’a même écrit dans son livre « Révolution » !

L’actuel climat calamiteux est encore renforcé par la volonté du pouvoir politique d’interdire toute forme de contestation au sein de l’Ecole ou de l’Université. La confrontation des idées au sein de ces lieux de la dispense du savoir est pourtant indispensable tout à la fois à une vie démocratique consistante et à l’avenir intellectuel du pays. Si l’on ajoute qu’une part non négligeable des médias de masse, contrôlés par des intérêts industriels et financiers, jouent un rôle insuffisamment critique à l’égard du politique et que le refuge commode – voire exclusif - que constitue pour une part croissante de la population la jungle des réseaux asociaux, on comprend que tous les ingrédients sont réunis pour un désastreux hold-up sur la pensée. Qui peut nier que depuis plusieurs décennies le cours des mots est en baisse régulière ? Or, lorsque les mots sont dévalués la pensée ne tarde jamais à suivre la même pente fatale en risquant de pousser les moins assurés de nos congénères au plan intellectuel vers les faiseurs de théories délirantes sur la marche du monde. La menace pour la démocratie devient alors difficile à contenir. Ne pas réagir tant qu’il en est encore temps nous condamne à de très sombres lendemains.

**Pétition : Pour un véritable service public de l’énergie**

****

***Les organisations signataires de ce communiqué s’opposent au projet destructeur «Hercule» de scission du groupe EDF en 3 entités.***

Le projet «Hercule», inspiré par des banques d’affaires, ne s’inscrit absolument pas dans une logique d’intérêt général mais dans une logique strictement financière. Logique initiée avec la déréglementation imposée par l’Union européenne et conduite par les gouvernements successifs : la facture des usagers a flambé, les investissements nécessaires sur l’outil productif ne sont plus assurés, la péréquation tarifaire est menacée alors que c’est un élément essentiel à notre démocratie. Nous exigeons que soit effectué le bilan financier, humain, écologique des directives de déréglementation du secteur de l’énergie.

A l’unisson de l’ensemble des fédérations du secteur de l’énergie et des personnels du groupe EDF, ainsi que de plusieurs confédérations, nous demandons au Président de la République de renoncer au projet « Hercule ».

Puisque l’avenir énergétique du pays est intimement lié à celui d’EDF, il nous paraît indispensable que son avenir et sa mobilisation au service des enjeux énergétiques et climatiques du pays fassent l’objet d’un véritable débat social et démocratique avec l’ensemble des citoyens : que l’on soit usager, salarié du secteur ou élu, l’énergie est notre bien commun !

Toutes et tous doivent se mobiliser avec l’ensemble des organisations associatives, syndicales et politiques (aux niveaux national et local) pour la défense et le développement du service public et la promotion de ses valeurs.

Toutes et tous ont vocation à converger pour se mobiliser dans le cadre collectif créé ce jour : le Collectif national « Pour un véritable service public de l’énergie ! ».

Ce collectif a vocation à sensibiliser et mobiliser les usagers, les élus et les salariés du secteur en vue d’établir de fortes convergences. La nécessaire transition énergétique et l’accès à tous de l’énergie, imposent de structurer les services d’efficacité et de performances énergétiques permettant de gérer collectivement nos ressources dans le seul souci de l’intérêt général et de la réponse aux besoins de nos concitoyens.

Le débat public, que nous demandons a vocation à dépasser le seul cadre du groupe EDF et à intégrer l’ensemble des filières du secteur de l’énergie, au-delà de la seule électricité, en vue de jeter les bases d’un véritable grand service public de l’énergie.  
Un service public de l’énergie répondant, notamment

-aux besoins de l’ensemble des usagers, en premier lieu les plus précaires, et des territoires, y compris les plus fragilisés ; le droit à l’énergie, droit fondamental et essentiel, doit devenir pleinement effectif pour toutes et tous, partout ; l’égalité de traitement des usagers, la péréquation tarifaire et la tarification réglementée doivent être pérennisées.

-aux défis de la précarité énergétique qui touche près de 5,5 millions de ménages (3 500 000 ménages déclarent souffrir du froid dans leur logement),

-aux besoins d’investissements considérables de l’indispensable transition énergétique et écologique,

-à la nécessité d’un développement durable : assurer notre indépendance énergétique, consolider et développer un modèle énergétique pilotable et respectueux de l’environnement, diversifier nos sources d’énergie en investissant dans la recherche et le déploiement d’énergies renouvelables,

-répondre aux enjeux du réchauffement climatique,

aux attentes légitimes des personnels du secteur de l’énergie en matière de conditions de travail et d’exigence de qualité du service rendu aux usagers.

Pour atteindre ces objectifs, il faut renoncer aux politiques strictement financières de libéralisation et de privatisation mais, au contraire, faire le choix d’une maîtrise publique complète du secteur de l’énergie.

***Premiers signataires****: Convergence Services Publics, Droit à l’énergie SOS FUTUR, INDECOSA-CGT, Fédération Nationale Mines Energie CGT (FNME CGT), Fédération des syndicats SUD Energie, AITEC, ATTAC, Association des familles victimes du saturnisme (AFVS), CAP A GAUCHE 19, CGT Enseignement Privé de Paris, CGT Fonction Publique, CV70-Comité de Vigilance pour le Maintien des Services publics de proximité en Haute-Saône, Collectif Gentilléen pour le Climat, Collectif Ne nous laissons pas tondre, Collectif de Défense et Développement des Services Publics en Combrailles, Collectif Changer de cap, Collectif Faisons barrage, Comité National CGT des Travailleurs Privés d'Emploi et Précaires, Confédération Générale du Travail de la Réunion (CGTR), Confédération Nationale du Logement (CNL), Conseil National des Associations Familiales Laïques (CNAFAL), Convergence Nationale Rail, Coordination des Gilets Jaunes de l'Isère, DAL (Droit au Logement), Ensemble & Solidaires-UNRPA, Emancipation collective, Energie 2060, Ensemble !, Europe Ecologie les Verts Ariège (EELV Ariège), FSU (Fédération Syndicale Unitaire), Fondation Copernic, Fédération CGT Banques et Assurances (FSPBA-CGT), Global Labour institute Paris, Gauche démocratique & sociale (GDS), Gauche républicaine et socialiste (GRS), Génération Ecologie, Générations .s, La France insoumise,* ***La Gauche Cactus****, Les Gilets Jaunes du 05, Les Économistes Atterrés, MNLE Réseau Homme & Nature, Mouvement Républicain et Citoyen (MRC), Parti Radical de Gauche (PRG), Parti communiste français (PCF), Parti socialiste (PS), Pour une écologie populaire et sociale (PEPS ), REACT, RPS Fiers, République & Socialisme, Réseau Education Populaire, Résistance Sociale, SNUP Habitat FSU, SUD PTT, Stop précarité, Syndicat CGT Banque de France, Syndicat CGT Cheminots du QNEMP (Quart Nord Est Midi-Pyrénées), Syndicat CGT de l’établissement public Caisse des dépôts et consignations, Syndicat National des Certifiés et Agrégés (SNAC) Convergence (Fédération des syndicats e.i.L Convergence), Union des familles laïques (UFAL), Union des syndicats CGT du groupe Caisse des dépôts, Union syndicale Solidaires, VSP 13 (Voix des Sans-Papier 13), La Carmagnole Les Amis du Monde diplomatique de Montpellier), Groupe Écologiste Solidarité et Territoires du Sénat, UD 75 CGT* **Pour signer :**

**https://pourunveritableservicepublicdelenergie.fr**

[**Feu la normalité ?**](http://n484.mjt.lu/lnk/AVMAACD4Q_0AActynQoAAAF_rZQAAAAA4pcAAD5JAAmgJABgF9ArqXhfpJTnSgKVIDZiqnxVSwAJHqg/2/l1kE5VLYeahBWEdAnisoow/aHR0cHM6Ly93d3cucHJhdGlxdWVzLXNvY2lhbGVzLm9yZy9mZXUtbGEtbm9ybWFsaXRlLw)

*Par* ***Saül Karsz***

[Un célèbre politologue français, membre d’une famille de notables, détenteur de postes administratifs et politiques majeurs, est dénoncé par une avocate membre de sa famille d’agression sexuelle sur son frère jumeau, mineur à l’époque des faits. Comme d’autres secrets, celui-ci aussi circulait depuis des années auprès de certaines élites : chez celles-ci, ce ne sont pas les services sociaux et judiciaires qui régulent les anomalies mais des Conseils de famille, des omerta, des vengeances à retardement, des locations-ventes de vertus outragées. Aujourd’hui, de belles âmes s’en émeuvent. Une importante médiatisation de cet événement apparemment privé en fait un scandale à effets multiples.](http://n484.mjt.lu/lnk/AVMAACD4Q_0AActynQoAAAF_rZQAAAAA4pcAAD5JAAmgJABgF9ArqXhfpJTnSgKVIDZiqnxVSwAJHqg/4/y4OZWbezP-j6D1UDnlt_RA/aHR0cHM6Ly93d3cucHJhdGlxdWVzLXNvY2lhbGVzLm9yZy9zZW1pbmFpcmUtaW50ZXJuZS1ldC1yZXVuaW9uLWR1LWNhLWxlcy0xNy1ldC0xOC1vY3RvYnJlLTIwMjAv)

[Ailleurs, le président d’un grand pays en toute fin de mandat commande à ses affidés anti-femmes, anti-noirs, anti-juifs, anti-arabes, anti-gauche, anti-aide sociale, anti-écologistes… l’invasion du bâtiment-symbole de la démocratie dudit pays. S’ensuivent plusieurs morts et une commotion mondiale. Du coup, la critique des régimes effectivement dictatoriaux au nom de la démocratie a de quoi laisser perplexe. La défense des régimes qui se veulent démocratiques n’en sort pas renforcée.](http://n484.mjt.lu/lnk/AVMAACD4Q_0AActynQoAAAF_rZQAAAAA4pcAAD5JAAmgJABgF9ArqXhfpJTnSgKVIDZiqnxVSwAJHqg/5/luf49CnH37AnBZs3YNrbFQ/aHR0cHM6Ly93d3cucHJhdGlxdWVzLXNvY2lhbGVzLm9yZy9zZW1pbmFpcmUtaW50ZXJuZS1ldC1yZXVuaW9uLWR1LWNhLWxlcy0xNy1ldC0xOC1vY3RvYnJlLTIwMjAv)

[Soit, enfin, les aventures françaises - désopilantes si elles n’étaient pas tragiques - du vaccin anti-Covid pris dans les mailles ô combien opaques des manipulations financières, des cocoricos nationalistes, des indécisions politiques et des incompétences bureaucratiques.](http://n484.mjt.lu/lnk/AVMAACD4Q_0AActynQoAAAF_rZQAAAAA4pcAAD5JAAmgJABgF9ArqXhfpJTnSgKVIDZiqnxVSwAJHqg/6/33dfm0XdfsPAVEF2SF2LNw/aHR0cHM6Ly93d3cucHJhdGlxdWVzLXNvY2lhbGVzLm9yZy9zZW1pbmFpcmUtaW50ZXJuZS1ldC1yZXVuaW9uLWR1LWNhLWxlcy0xNy1ldC0xOC1vY3RvYnJlLTIwMjAv)[Liste à la Prévert, fort incomplète au demeurant. Un commun dénominateur l’organise, cependant. L’identifier permet de mieux déchiffrer ce qui se passe et ce que l’on peut en faire. Voici une hypothèse partielle mais parlante : les différentes composantes de cette liste marquent, chacune en son domaine, un sérieux ébranlement de la normalité, de ce qui dans le domaine concerné est communément tenu pour normal, correct, légitime. Le roi est nu. La normalité dans les comportements individuels et collectifs, les institutions et les discours se donne à voir comme une supposition parmi d’autres. Il s’agit d’un postulat juste vraisemblable, d’une illusion assez efficiente, d’un mirage convaincant car fortement réclamé par ses destinataires.](http://n484.mjt.lu/lnk/AVMAACD4Q_0AActynQoAAAF_rZQAAAAA4pcAAD5JAAmgJABgF9ArqXhfpJTnSgKVIDZiqnxVSwAJHqg/7/wburDPLeUsh_YKMuIY2r1Q/aHR0cHM6Ly93d3cucHJhdGlxdWVzLXNvY2lhbGVzLm9yZy9zZW1pbmFpcmUtaW50ZXJuZS1ldC1yZXVuaW9uLWR1LWNhLWxlcy0xNy1ldC0xOC1vY3RvYnJlLTIwMjAv)

[Précisons : il y a des discours et des comportements normaux, d’autres qui le sont moins, d’autres encore pas du tout. Pas en soi, néanmoins, par définition ou par essence. Mais historiquement, conjoncturellement. Et surtout dialectiquement : toute normalité implique son contraire, telle son ombre portée ; elle s’élève sur un anormal toujours aux aguets, jamais trop loin, infatigablement disponible. Anormal qui plus d’une fois prend le dessus, confisque l’horizon, monopolise les perspectives. *Car il n’y a ni normalité ni anormalité en dehors de leur indissociable binôme*. Principe sine qua non, clé de voute de toute compréhension raisonnée et raisonnable en la matière. A défaut, trône la Normalité, tombée du ciel, souveraine, inexpliquée et inexplicable - Normalité en majuscule qui se trouve hors argument, sollicite la foi et se contente de la croyance. Il s’agit d’un des pseudonymes d’idéologie dominante. Telle une vierge effarouchée, elle se scandalise quand le réel politique, sexuel, sanitaire, n’entre pas ou mal dans les canons habituels.](http://n484.mjt.lu/lnk/AVMAACD4Q_0AActynQoAAAF_rZQAAAAA4pcAAD5JAAmgJABgF9ArqXhfpJTnSgKVIDZiqnxVSwAJHqg/8/NQ5YX-fhJbrGnfoh1mXD9A/aHR0cHM6Ly93d3cucHJhdGlxdWVzLXNvY2lhbGVzLm9yZy9zZW1pbmFpcmUtaW50ZXJuZS1ldC1yZXVuaW9uLWR1LWNhLWxlcy0xNy1ldC0xOC1vY3RvYnJlLTIwMjAv)

[Tous et chacun des événements évoqués ci-dessus, et mille autres qui pourraient s’y ajouter, sont exécrables, inquiétants, à combattre sans relâche. Chacun mérite une analyse particulière. Mais aucun n’est exceptionnel, rare, unique. Sous des formes et des contenus variables, ils restent toujours plausibles, sinon probables. Ils ne cessent d’advenir. Ils font partie de nos binômes habituels. En effet, quand ils secouent l’ordre existant, ces événements en dévoilent certaines des coulisses plus ou moins ragoutantes. Quand ils déstabilisent la morale ambiante, ils témoignent de la prolifération de faux-semblants, soit des vraies apparences. Ce qui est finalement menaçant n’est pas seulement que ces événements surviennent, mais la croyance selon laquelle ils font irruption à partir d’une planète complètement étrangère. Naïveté de croire que les politologues sont nantis d’une sexualité forcément normale, leur appartenance aux classes hégémoniques les mettant à l’abri des perversités. Naïveté de croire qu’un régime démocratique exclut toute tendance populiste de droite, partiellement ou complètement fascisante, tout en garantissant l’équilibre psychique et intellectuel des détenteurs du pouvoir. Naïveté de croire, enfin, que la santé publique ne saurait aucunement être objet et enjeu de marchandisations planétaires.](http://n484.mjt.lu/lnk/AVMAACD4Q_0AActynQoAAAF_rZQAAAAA4pcAAD5JAAmgJABgF9ArqXhfpJTnSgKVIDZiqnxVSwAJHqg/9/NAmNHlF766pVDg4MSA9TMg/aHR0cHM6Ly93d3cucHJhdGlxdWVzLXNvY2lhbGVzLm9yZy9zZW1pbmFpcmUtaW50ZXJuZS1ldC1yZXVuaW9uLWR1LWNhLWxlcy0xNy1ldC0xOC1vY3RvYnJlLTIwMjAv)

[La naïveté développe une vision bisounours du monde réel là où le cynisme répand une vision instrumentale, détachée, égotiste. S’ils se tournent le dos, c’est pour mieux s’épauler. Dans tous les cas, il importe de considérer les choses autrement. *Telle est la tâche : penser le binôme normalité-anormalité au sein du monde existant.* Point névralgique : interroger ce qui rend aujourd’hui ce binôme possible, sinon nécessaire, ce qui fait des anomalies d’implacables révélateurs du monde réel, l’autre face - horripilante - de la même monnaie. Ce qui oblige à identifier comment et pourquoi des dysfonctionnements fonctionnent pour de bon et pendant longtemps. Il nous faut considérer les exceptions à la règle autant que la règle grâce à laquelle les exceptions existent.](http://n484.mjt.lu/lnk/AVMAACD4Q_0AActynQoAAAF_rZQAAAAA4pcAAD5JAAmgJABgF9ArqXhfpJTnSgKVIDZiqnxVSwAJHqg/10/XAOeZJ7W7orfLE-SbYor0Q/aHR0cHM6Ly93d3cucHJhdGlxdWVzLXNvY2lhbGVzLm9yZy9zZW1pbmFpcmUtaW50ZXJuZS1ldC1yZXVuaW9uLWR1LWNhLWxlcy0xNy1ldC0xOC1vY3RvYnJlLTIwMjAv)

[Pas question de se résigner à l’état des choses, au nom d’un sinistre « principe de réalité ». Pas question non plus de crier à la fin du monde, aux valeurs dégradées et autres évangélismes. Le challenge est l’analyse concrète de chacune des situations concrètes dans sa spécificité, en vue de sa transformation aussi radicale que possible. Importe, pour ce faire, de bien localiser la cible : ce n’est nullement un ovni qui est en cause mais bien un rhizome solidement ramifié dans ses tenants et ses aboutissants. Chemin faisant, la mise en quarantaine de différents moralismes représente une ressource précieuse. Persistons donc à penser dialectiquement. Condition insuffisante mais indispensable pour tenter de changer le monde, pour se risquer à changer de monde.](http://n484.mjt.lu/lnk/AVMAACD4Q_0AActynQoAAAF_rZQAAAAA4pcAAD5JAAmgJABgF9ArqXhfpJTnSgKVIDZiqnxVSwAJHqg/11/gf9jSg4Rov71Ezq_sS4IAw/aHR0cHM6Ly93d3cucHJhdGlxdWVzLXNvY2lhbGVzLm9yZy9zZW1pbmFpcmUtaW50ZXJuZS1ldC1yZXVuaW9uLWR1LWNhLWxlcy0xNy1ldC0xOC1vY3RvYnJlLTIwMjAv)

*www.pratiques-sociales.com*

**Texte sans avenir**

*Par José Barros*

Chers amis, bonjour

Aujourd'hui nous sommes lundi 15 février et ce texte perd dès minuit toute son actualité !

L ' actualité de ce texte est juste pour vous dire que nous sommes lundi aujourd'hui. Parce qu'avec le confinement nous avons perdu la notion du temps ! Hier c'était dimanche c'était un jour pareil, avant c'était samedi, aussi pareil... avec le confinement, tous les jours sont les mêmes !

C'est pourquoi il faut lire le texte aujourd'hui parce que demain c'est déjà mardi et nous n'aurons aucun point de repère qui nous dira que nous sommes mardi !

Aujourd'hui oui, nous avons la référence de ce texte. C'est pourquoi le texte doit être lu aujourd'hui. Sinon, pour retrouver l'actualité, nous devons attendre 2027 où le 15 février redevient un lundi !

L’émeute au Capitole au cœur de l’histoire américaine

*Par* ***Pierre Guerlain****. Illustration glanée sur le net par* ***Yatahonga***

Rappelons brièvement les faits concernant les événements du 6 janvier 2021 dans la capitale des États-Unis : une foule d’émeutiers d’extrême droite, chauffée à blanc par Trump, président encore en exercice, a réussi à pénétrer dans les locaux du Capitole, là où siègent les deux chambres du Congrès. Ces émeutiers voulaient empêcher le vice président, Mike Pence, de conduire la séance de certification des résultats de l’élection de novembre 2020, gagnée sans l’ombre d’un doute par Biden, le candidat démocrate. Nous avons pu voir les images qui montrent une police débordée et des émeutiers, pratiquement tous blancs, qui se prennent en photo dans divers bureaux dont celui de Nancy Pelosi, la dirigeante démocrate, présidente de la chambre basse. Cinq personnes ont perdu la vie, dont une femme, Ashli Babbitt, complotiste, trumpiste extrémiste, ex-soldate et aussi ancienne électrice d’Obama. Finalement, la police a repris le contrôle du Capitole et le vote certifiant la victoire de Biden a pu se tenir durant la nuit.

Le choc et l’émotion ont bien évidemment affecté les citoyens américains ainsi que les téléspectateurs du monde entier qui souvent ont suivi l’émeute en direct. Le « temple de la démocratie américaine » selon l’expression qui revenait en boucle dans les médias était attaqué par une bande de complotistes de la mouvance QAnon qui avait été vivement encouragée par un président hors normes et hors de contrôle ; il n’avait toujours pas reconnu sa défaite et n’avait aucune intention de le faire. Il s’agissait donc d’une très grave attaque contre les institutions démocratiques et, quelles que soient les critiques que l’on puisse adresser à la démocratie américaine, la gravité de ce genre d’événement est incontestable.

Il faut s’interroger sur l’incroyable défaillance de la police. La force chargée de défendre le Congrès compte 2300 personnes et l’annonce de la manifestation trumpiste était connue de longue date. La Garde nationale n’a pas été appelée en renfort. Des images montrent des manifestants prenant des *selfies* avec des policiers, suggérant une proximité au moins idéologique. Le chef de la police du Capitole a démissionné et une enquête est en cours mais il est clair que les émeutiers n’ont pu pénétrer dans le parlement qu’en raison des défaillances policières. Un grand nombre d’observateurs ont noté que la police réprime de façon bien plus violente les manifestations de *Black Lives Matter*. Il faut donc analyser à la fois la nature de l’émeute et ce qui a rendu possible l’invasion du Capitole.

Trump a été désavoué tant par son vice-président que par le chef de la majorité républicaine au Sénat, McConnell, pourtant tous deux forts droitiers et jusque là alignés sur le président. La classe dirigeante a abandonné Trump qui l’avait jusque là bien servie.

Durant l’émeute attisée par le président lui-même et par la suite, une bataille sémantique s’est déroulée dans les médias et chez les responsables politiques américains. Fallait-il parler de coup d’État, de putsch, de tentative de coup d’État ou de putsch, d’insurrection, d’émeute, de manifestation qui a mal tourné ? En France, on a parfois fait le parallèle avec la journée du 6 février 1934 lorsque des ligues fascistes ou d’extrême droite avaient tenté, sans succès, de pénétrer dans le Palais Bourbon mais cette comparaison pose problème parce que la police n’a pas été débordée et les émeutiers n’étaient pas actionnés par le représentant suprême du pouvoir.

Cette bataille sémantique est importante car elle détermine les actions politiques. Les Démocrates ont lancé une seconde procédure de destitution de Trump pour incitation à l’insurrection. L’historien Romain Huret, dans une émission sur *France Culture* a expliqué qu’il ne voulait pas utiliser l’expression de coup d’État, par respect pour les victimes de vrais coups d’État. En effet, les putsch ou coups d’État impliquent un recours à des forces armées alors que dans le cas du 6 janvier, les forces armées n’étaient pas au côté des émeutiers et que l’ordre a été rétabli précisément par des forces de police. Être précis dans la terminologie ne conduit pas à minimiser la gravité d’une émeute insurrectionnelle. Les coups d’État comme ceux du Chili en 1973 ou en Grèce en 1967, que les États-Unis avaient aidé à fomenter, ont des conséquences autrement plus graves car l’armée reste au pouvoir et impose une dictature militaire. Les tentatives de coups d’État comme en Espagne en 1981 ou en Turquie en 2016 sont aussi le fait d’une partie des forces armées. Romain Huret, dans un autre texte publié sur la plateforme AOC «La main droite du diable : guerres, milices et *alt-right* aux États-Unis», retrace utilement l’histoire des facteurs qui favorisent ce genre d’émeutes. Son titre vient d’une chanson qui dénonce le danger des armes à feu de Steve Earle[[1]](#footnote-1). Pour lui l’essentiel est «l’émergence et le renforcement de la nébuleuse milicienne et paramilitaire sont avant tout le résultat de l’État de guerre permanent depuis le Vietnam». Peu de commentateurs médiatiques et aucun élu démocrate n’ont, à ma connaissance, fait ce lien entre guerres extérieures, présence des armes à feu dans le pays, milices d’extrême droite et brutalité des émeutiers dont certains étaient d’anciens soldats.

Une sénatrice, Susan Collins, a déclaré que lorsque l’attaque du Capitole a eu lieu, elle a pensé que les «Iraniens» en étaient responsables tandis que Nancy Pelosi y voyait la main de Poutine. Au moment même où la démocratie américaine est menacée, de l’intérieur, par des milices actionnées par le président, la tentation de chercher l’ennemi à l’extérieur est dominante chez certains Démocrates qui veulent donc «protéger leur démocratie» en regardant ailleurs que dans l’histoire nationale. L’historien américain Eric Foner identifie quant à lui fort bien les caractéristiques de cette émeute insurrectionnelle, dans un article publié par *The Nation*, «The Capitol Riot Reveals the Dangers From the Enemy Within». Il retrace l’histoire des insurrections racistes et les nombreuses défaillances de la démocratie américaine au cours de l’histoire.

Ces deux historiens permettent d’éliminer la tentation d’expliquer l’émeute en dehors d’une histoire proprement américaine mais aussi de souligner, comme le dit Huret : (qu’) «en rendant responsable le seul Donald Trump de l’occupation du Capitole, les États-Unis en oublient l’essentiel», c’est à dire cette histoire des milices qu’il présente. L’émeute au parfum putschiste du 6 janvier 2021 est grave et préoccupante, notamment du fait de l’implication du président, dont la rhétorique est souvent incendiaire, voire génocidaire mais elle est aussi, comme Trump lui-même, un symptôme d’une maladie plus grave de la société américaine. Maladie que Martin Luther King avait identifiée dans son discours de Riverside Church en 1967 comme étant «les triplés géants du racisme, du matérialisme extrême et du militarisme» dont plus de cinquante ans plus tard, Trump est lui-même le symbole.

On ne peut éviter la question sociologique du terreau du complotisme et des milices armées d’extrême droite qui sont bien évidemment un grave danger pour la démocratie. L’émeutière tuée par la police évoquée ci-dessus a d’abord voté pour Obama puis rejoint une mouvance raciste et les rangs des trumpistes. Son parcours



illustre la culture du désespoir qui peut conduire au complotisme putschiste mais qui pourrait aussi conduire à la contestation de gauche. Pour lutter contre les émeutiers insurrectionnels, il faut à la fois prendre des mesures contre la crise sociale aggravée par la pandémie, mettre fin aux guerres sans fin et faire baisser le nombre d’armes en circulation aux États-Unis. Cela va bien au-delà de la destitution d’un président irresponsable qui joue avec l’extrémisme. On ne voit pas dans l’appareil du parti démocrate de dirigeants qui soient à la hauteur de Martin Luther King, même s’ils évoquent sa mémoire de façon opportuniste.

*Texte Paru dans http://www.recherches-internationales.fr/*

[Chroniques du règne de Manu le Petit](https://www.facebook.com/hashtag/chroniquesdur%C3%A8gnedemanulepetit?__eep__=6&__cft__%5b0%5d=AZWMxY44ecR5ZZ88JUbWvczfXDxaS-5b3dqRV64nGbOxmLRjH0tR-89RX15t-kTNoGYYIpfW40eOl6S01xV6sc0FblbX0ixcWs8mXnAv6x14DR6atfclLKRBimkBrthNrCLYdbXQerTyFLoFrNBhfxCyOU1Rna9dGApFNZ5Zb_U-bjMTZ0Lfr2EhdY1ajebZcBbOyeBVPG7n8Dl258lERTgh&__tn__=*NK-y-R)

*Par* ***Julie d’Aiglemont****. Illustration par elle-même*

**Courte chronique du septième jour du mois de février en l’an de disgrâce 21 ; Où il est question de portraits et d'une bonne leçon.**

Le Roy, dans sa grande sagesse – à moins que ce ne fut dans un accès aigu de ce mal qui rongeait sa Cour ainsi que Lui-même – s’avisa de donner au peuple une leçon de savoir-vivre au temps de la grippe pangoline. Sa Morgueuse Pédagogie se fit ainsi portraiturer quatre fois dans des scènes de la vie quotidienne. Les Riens et les Riennes purent ainsi admirer la grâce avec laquelle Notre Précieux Bibelot recouvrait son royal minois d’un masque fort seyant, usait pour se laver fort noblement les mains de ces alcoolats – auxquels même chez les tout-petits il se faisait une grande accoutumance au détriment de l’inoffensif savon –, ouvrait les fenêtres du Château afin de mettre en application cette sainte maxime qu’Il avait fortement recommandé « aérez, aérez, aérez chaque heure votre logis ! ». La dernière scène montrait Sa Paranoïaque Bimbeloterie incitant ses vils sujets à se procurer la petite clochette à agiter frénétiquement en présence des malades afin de les repousser et de les isoler dans leurs logis, d’où ils ne devraient sortir sous aucun prétexte, et encore moins pour se faire soigner.

Notre Cynique Tartarin fit afficher ces portraits de Lui en Majesté - chacun de ces chefs-d'œuvre étant admirablement légendé de son écriture manuscrite - sur le fil de l’Oiseau Cuicuiteur afin que la bonne parole se répandit à travers le pays. Las ! On se gaussa fort dans les chaumières de se voir ainsi traité.



Nul n’avait oublié que le Roy avait lui-même contracté la maladie, ce qui l’avait contraint à garder la chambre, d’où il avait tenu à s’adresser chaque soir au pays, la voix mourante et le teint fort cireux, afin de faire pleurer dans les chaumières. Celles et ceux qui avaient conçu quelques espoirs avaient vite déchanté : les soins avaient été prodigués en qualité et en quantité et le Roy avait pu tout benoîtement gagner son Palais d'Eté pendant que ses vils sujets se morfondaient de froid et de misère dans leurs logis exigus et mal chauffés.

Madame Panotus - qui n’ignorait point les ravages que créait dans le pays la politique menée depuis l’avènement de ce Prince des Riches - fit réaliser un pastiche : on y voyait Sa Doucereuse Malveillance agiter les mains tout en discourant d’importance. Le portrait était ainsi légendé : « laisser crever les pauvres ».

**Faire-part de naissance bureaucratique**

*Glané sur le net par* ***Iradj Ziaj***

****

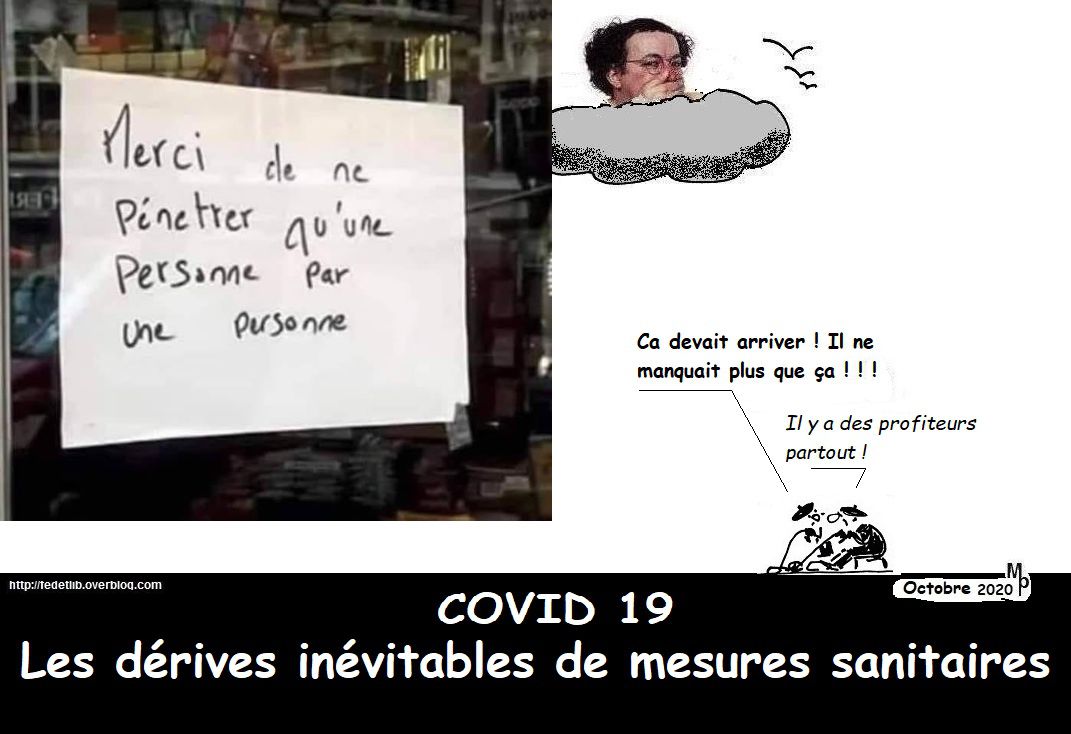
Vivre au temps du coronavirus

*Par Alain Coulombel . Illustration par Fedetlib*

L’année 2020 et le début de l’année 2021 auront  été marquées par la première traduction épidémique de la crise écologique planétaire. Nous en connaissons l’origine, à savoir la transmission extrêmement rapide d’un coronavirus, ayant franchi la barrière des espèces, du fait, notamment, de l’emprise humaine sur les espaces naturels, de la perte de la biodiversité et du commerce d’animaux sauvages. Auxquels, on pourrait ajouter, l’augmentation des communications à travers le monde, l’industrialisation de la chaine alimentaire, l’urbanisation et la densification ou encore la pollution de l’air. S’il est difficile, bien entendu, de tirer des enseignements définitifs d’un évènement planétaire toujours en cours, avec ses multiples rebondissements (seconde vague, troisième vague, confinement, déconfinement, vaccins, vires anglais, virus sud africain…), trois leçons provisoires peuvent être néanmoins tirées de ces quatorze derniers mois.

D’abord l’emballement planétaire et la panique qui ont accompagné, dès l’origine, l’apparition du Sars-Cov 2. Qui aurait pu imaginer, en effet, au début de l’année 2020, que nous serions amenés à confiner, dans l’urgence, plus de la moitié de la population mondiale ? Un scénario de film catastrophe grandeur nature avec l’arrêt presque total de l’activité économique pendant de longues semaines, ses écoles fermées, ses villes désertées, ses compagnies aériennes et ferroviaires à l’arrêt, ses élections reportées, ses évènements sportifs ou culturels annulés. L’événement Covid-19 surgissant d’un obscur étal à poissons et déréglant, sans aucune intentionnalité décelable, le fonctionnement de la mégamachine planétaire. Tout au long de ces derniers mois, la Covid-19 a agi (et continue d’agir) comme un immense trou noir absorbant toute la matière informationnelle pour ne laisser place, en France ou en Europe, qu’au décompte journalier du nombre de morts, de places disponibles en réanimation, de paroles d’experts, de polémiques sur les vaccins ou les mutations du virus. Plus de place, depuis lors, pour les conflits internationaux, les camps de réfugiés, la guerre au Yémen ou en Syrie, la réforme des retraites, le déficit budgétaire … mais une réalité planétaire engloutie dans le champ gravitationnel de la Covid-19. Jusqu’à saturer notre imaginaire et nous plonger collectivement dans une réalité terriblement anxiogène et indéterminée.

Seconde enseignement : la mise à nu de notre vulnérabilité. Avec la Covid-19, nous sommes entrés dans l’ère des phénomènes systémiques globaux et planétaires. Nous en avions observé les prémisses avec la crise des subprimes de 2007 ou les mégafeux de l’automne 2019, mais jamais encore un événement de cette ampleur nous avait percutés, combinant toutes les crises (économique, financière, géopolitique, sanitaire, sociale, alimentaire…) à une échelle planétaire jusque là méconnue. Nous nous pensions à l’abri et en avoir fini avec les maladies infectieuses et le risque épidémique (malgré les alertes récentes : ebola, chikungunya, SRAS, Mers), et voilà que la Covid-19 nous rappelle de façon brutale la très grande vulnérabilité de nos sociétés. Car ce que nous traversons depuis plusieurs mois n’est pas le résultat d’un choc exogène (le virus) qui viendrait perturber le fonctionnement du capitalisme. Bien au contraire, tout indique que nous sommes en face d’une des multiples manifestations d’un processus plus large de délitement de nos sociétés thermo-industrielles, d’une mégacrise avec ses conséquences innombrables : sociale, économique, anthropologique et existentielle dans la mesure où c’est le sens même de notre séjour sur Terre qui est interrogé. Nos sociétés ont perdu leur immunité collective en acceptant de se conformer, depuis trop longtemps, à la logique mortifère du capitalisme planétaire, à la circulation des capitaux, des marchandises et des hommes, au pillage des ressources, à la déforestation et au saccage des milieux naturels. C’est pourquoi, il ne saurait y avoir de solutions pérennes sans la remise en cause de tout ce bric à brac idéologique allant de la gestion à flux tendus en passant par l’optimisation des coûts ou de la chaine de valeur, du pilotage par les indicateurs ou la quête sans issue d’une croissance retrouvée.



Troisième enseignement : la tentation biosécuritaire des autorités. A la sidération générale provoquée par la Covid-19, les pouvoirs publics n’ont cessé de bricoler des réponses au jour le jour : confinement total, confinement partiel, déconfinement puis reconfinement, alternance de phase de contraction puis de relâchement. Fermeture. Ouverture. De plus en plus vite, jusqu’à se confondre progressivement, l’état d’urgence et l’état d’exception devenant la règle.

A l’image de l’emballement de nos défenses immunitaires (l’orage cytokinique), les autorités ont répondu à la pandémie par le renforcement de la surveillance et du contrôle. D’un coté, le mensonge répété sur les masques, les tests ou sur la lenteur de notre stratégie de vaccination ; de l’autre, la dramatisation de l’événement épidémique permettant d’expérimenter de nouvelles modalités de contrôle-discipline de la population, au nom de leur santé. Port du masque obligatoire, distanciation physique, drones survolant l’espace public, tracking, contrôle policier, autorisation administrative de circulation…Palier par palier, nous acceptons l’inacceptable, la pandémie étant l’occasion rêvée d’accélérer la diffusion de toute une panoplie technosécuritaire de surveillance et de contrôle sur les corps.

Tout cela n’est que provisoire car nous n’en avons pas fini avec cette pandémie. Soyons en sûr la brutalité de l’événement Covid-19 continuera à déplier ses effets longtemps encore, que ceux-ci soient économiques, politiques, sociaux, individuels et collectifs. Nous ne pouvons plus ignorer notre dépendance à la Terre et aux conditions géophysiques de toute existence. La leçon vaut pour aujourd’hui et pour demain. Si nous devions l’oublier, une fois encore, trop pressés de refermer la parenthèse Covid-19, alors les pandémies du futur pourraient être bien plus dramatiques avec un impact encore plus important sur nos sociétés humaines.

*Alain Coulombel, auteur de « Chronique d’un emballement planétaire », éditions Libre & Solidaire*

Convention citoyenne : Trop, c’est trop !

*Par* ***Patrice Cohen-Séat***

Notre ministre de la transition écologique, avaleuse de couleuvres de son état, nous annonce sans vergogne le prochain dépôt d’un projet de loi sensé répondre aux propositions de la convention citoyenne pour le climat. Tout le monde sait pourtant qu’il n’en est rien et que le Président de la République n’a pas du tout l’intention de transmettre «sans filtre» au Parlement ou au Gouvernement, comme il s’y était engagé, les conclusions de ladite convention. Toutes les associations écologistes sont atterrées, et elles ont raison : une telle irresponsabilité aura pour conséquence que nous laissions aux générations à venir une « dette écologique »infiniment plus couteuse et catastrophique que la dette financière dont on nous a rebattu les oreilles pendant des lustres pour justifier l’austérité, mais qui semble pourtant aujourd’hui le dernier des soucis de l’Union européenne et même du CAC 40.

Cette forfaiture d’Etat – au sens propre : trahison d’un engagement pris par les plus hautes autorités publiques – devrait tomber sous le coup du «crime d’écocide» voulu par les citoyens. Par précaution – peut-être avec le souvenir de l’affaire du sang contaminé qui avait valu bien des frayeurs au Premier Ministre de l’époque – il semble que ce crime soit en voie d’être dégradé en un simple délit, davantage destiné à sanctionner des actes personnels de la vie courante que les scandales des grandes pollutions industrielles et agricoles, ou les atermoiements de la vitale politique de dé-carbonisation de notre économie. Mais les technocrates qui nous gouvernent désormais sans partage devraient se méfier : contrairement aux allégations d’un Maréchal félon, les Français n’ont pas la mémoire si courte que ça. D’une façon ou d’une autre, les peuples demandent toujours des comptes à ceux qui trompent leur confiance.

Mais il n’y a pas que ça. E. Macron n’a pas l’air de se rendre compte qu’il joue avec de l’explosif, et qu’il pourrait bien être lui éclater à la figure. Car le fait qu’il trahisse les engagements qu’il avait pris en créant la convention citoyenne montre que c’était pour lui une pure et simple manipulation. Il a cru qu’il pouvait régler le problème de la taxe carbone – qui avait mis le feu aux poudres et fait se lever le mouvement des «gilets jaunes» – en faisant mine de s’en remettre au peuple tout en pensant que, comme pour le «grand débat», il s’en tirerait bien après en embobinant tout le monde avec un flot de paroles. Mais ça ne marchera pas. Il s’est lui-même mis dans un piège dont il ne sortira pas indemne. Car non seulement les Français ont de la mémoire, mais en plus elles et ils ne sont pas des imbéciles et sont au contraire parfaitement conscients qu’on est en train de les rouler.

Et ça ne se passera pas comme ça. La crise démocratique est d’une profondeur abyssale. Les françaises et les français n’ont plus confiance dans le personnel politique, ni dans les partis, ni même dans les institutions. A cause de décennies de promesses non tenues. Mais aussi parce que, lorsqu’elles et ils disent clairement «non», comme lors du référendum sur le traité constitutionnel européen, la «classe politique» trouve quand même le moyen de passer outre et de leur imposer son choix. C’est cela, notamment, qui nourrit leur exigence que les citoyen.nes aient davantage de pouvoirs de contrôle et de décision. Les gilets jaunes avaient fait pour cette raison du référendum d’initiative populaire une de leurs principales revendications. Or non seulement le pouvoir n’y donne pas suite, mais il assume cyniquement de se ficher complètement de ce que tout le monde avait pourtant reconnu être un excellent travail. Là, c’est le coup du mépris de trop !

Les peuples répugnent au désordre, dont l’histoire leur a montré qu’il se retournait toujours contre eux. Mais quand une situation devient réellement insupportable, ils se donnent les moyens d’y mettre fin. Et c’est ce qui est en train de se passer. Déjà, avant même la crise de la Covid-19, le quinquennat Macron a été bousculé par les gilets jaunes, les revendications des jeunes pour le climat, le rejet de la réforme du chômage puis celle des retraites, l’indignation contre les violences et les discriminations faites aux femmes ou les violences policières, etc. La société est éruptive et tout peut arriver : une révolte sociale, comme la rupture du supposé «plafond de verre» qui a jusqu’à maintenant empêché chez nous l’arrivée des néofascistes au pouvoir. Mais ce pourrait être aussi, si les forces de progrès le voulaient, une véritable alternative politique portant à la tête de l’Etat un Président, une majorité et un gouvernement d’une gauche digne de ce nom. Que les intéressé.es prennent conscience du la fenêtre historique aujourd’hui ouverte, et du risque majeur qui se dessine en cas d’échec, et qu’elles et ils prennent leurs responsabilités pour dépasser leurs petites querelles et réussir à se rassembler !

*Texte paru dans https://lefildescommuns.fr*

Le général Dumas au cœur de la crise identitaire

*Par André Bellon*

« Enfin, te voilà Alexandre ! » Sur la place du Panthéon, le samedi 30 novembre 2002, Alain Decaux, Président de la société des amis d’Alexandre Dumas, commence ainsi son discours. Presque 20 ans après et 150 ans après le décès de notre grand écrivain, j’ai envie de crier la même phrase à son père, né esclave à Saint Domingue et devenu général sous la Révolution de 1789.

Car si le parcours du Général Dumas fut héroïque, exemplaire et parsemé d’embuches, aussi bien militaires que politiques – il osa s’opposer à Napoléon, aux Bourbons de Naples,..-, l’épopée de sa statue est une véritable allégorie de notre Histoire. Erigée par la 3ème République à côté de celles de son fils et de son petit-fils (l’auteur de *La Dame au camélia*), elle rendait hommage à un héros de la République particulièrement encensé par Anatole France. Elle fut détruite par les Allemands sous l’occupation en 1942.

Il aura fallu des décennies pour qu’une nouvelle statue voit le jour. La question n’existait apparemment pas avant les années 2000. Était-elle oubliée à l’image du grand auteur du *Comte de Monte Cristo* qui n’avait droit qu’à une note de bas de page dans le Lagarde et Michard ? La question resurgit enfin en 2008 où la mairie de Paris lance un appel à projet.

Las, il ne s’agit pas alors de retrouver la gloire du général. Sous la pression du CRAN (Conseil représentatif des associations noires de France), le maire de Paris de l’époque, Bertrand Delanoë, donne son accord à un monument du sculpteur Driss-Sans-Arcidet représentant seulement des chaines d’esclave. L’officier révolutionnaire libérateur disparaît sous la symbolique impersonnelle de la servitude à laquelle il avait pourtant fini par échapper. Comme pour souligner encore davantage l’allégorie, notons que les édiles parisiens avaient refusé le projet du célèbre sculpteur sénégalais Ousmane Sow, montrant le général domptant un cheval en grand uniforme d’une Révolution émancipatrice.

J’avais à l’époque protesté contre ce choix. Mais telle était alors l’ambiance. Le communautarisme effaçait la citoyenneté ; le rôle des personnalités noires dans l’histoire républicaine était, pour l’essentiel, ignoré. Avait-on le droit de rappeler que l’écrivain Alexandre Dumas avait combattu pour la République en 1830 ? Pouvait-on protester contre un discours péremptoire prétendant qu’il n’y avait jamais eu de ministres de couleur en France alors qu’il s’en est fallu de peu que le guyanais Gaston Monnerville devienne Président de la République ? Avait-on le droit de rappeler l’abolition de l’esclavage par un vote enthousiaste de la Convention républicaine le 4 février 1794 ? Et se rappelle-t-on que, ce jour-là, 3 députés de la Convention, Jean-Baptiste Belley, Louis-Pierre Duffay, Jean-Baptiste Mills, un noir, un blanc, un métis, furent portés en triomphe par leurs collègues ?

Je suis malheureux de constater à quel point l’ignorance de l’Histoire de France sert à beaucoup pour raconter n’importe quoi et à remettre en cause la citoyenneté. Certes des formes de discrimination, voire de racisme, existent et ont existé sur le territoire français. Mais sait-on que les colons des Antilles étaient, en 1794, dans un droit contraire à celui de la métropole où l’esclavage était aboli depuis le 14ème siècle, que l’esclave qui touchait le sol métropolitain était automatiquement affranchi malgré les efforts des colons pour faire abolir cette règle de droit ? Sait-on, d’ailleurs, que la première abolition proclamée en 1793 à Saint-Domingue et en 1794 à la Guadeloupe, n’a jamais été appliquée à la Martinique qui, aux mains des Anglais, a maintenu l’esclavage sans discontinuer ?

Depuis l’érection des chaines d’esclave en 2008 à Paris, la tendance s’est-elle inversée ? On peut le penser puisque le Conseil de Paris vient de voter le principe d’installer une statue identique à celle d’avant 1942. On peut même subodorer un changement radical de la pensée puisque certains des promoteurs de la statue de 2008 sont aujourd’hui parmi les plus ardents défenseurs de la nouvelle et que, demandant cette statue du général Dumas, ils oublient qu’ils en ont demandé une bien contraire il y a presque 15 ans.

Il est encore trop tôt pour savoir si l’épopée de la statuaire dumasienne illustre les fluctuations d’une idéologie dominante inculte et sensible à l’air du temps ou si elle inaugure le retour de la pensée républicaine appuyée sur une vraie connaissance fine de l’histoire émancipatrice de notre pays. Je veux croire en la deuxième option. Je pense souvent à Jean-Baptiste Belley, à Aimé Césaire, à Felix Eboué qui ont fait, citoyens de la république comme nous le sommes tous, l’Histoire de la France. Je me plais à croire que nous allons la continuer.

*https://www.pouruneconstituante.fr*

La Gauche Cactus est éditée par

l’association « Le cactus Républicain »

**Responsable de la publication**: Jean-Luc Gonneau

**Rédaction en chef** : João Silveirinho

**Éditorialistes**: Sylvain Ethiré, Jacques-Robert Simon, **Conception**: Jean-Christophe Frachet, Jancry **Humeurs** : Mick et Paule, **Grande Reportère**: Florence Bray.

**Adresse et abonnement** : Le Cactus Républicain - *J.L. Gonneau* 31, rue de la Courneuve, Bat.B1 93300 Aubervilliers **Courriel :** redaction@la-gauche-cactus.fr

*Les manuscrits, pédiscrits, buccoscrits, tapuscrits, électroscrits etc. reçus, publiés ou non, ne sont ni rendus ni échangés. On vous aura prévenus.*

Elles/ils écrivent/dessinent dans La Gauche Cactus :

David Hassan Abassi, Ahmed Abbes, Mina Ahadi, Aram Aharonian, Julie d’Aiglemont, Madjid Ait Mohamed, Patrick Alexanian, Gilles Alfonsi, Mahin Alipour, Anne Alize, Jean-Paul Alletru, Gérard André, Jacques Ansan, Jean-Michel Arberet, Elie Arié, Jacques Atlan, Fabrice Aubert, Rémi Aufrère, Robert Ausseur, Clémentine Autain, Aveclotantousenva, Gilles Bachelier, René Balme, Jérôme Baloge, Paul Baquiast, Jean Baumgartein, André Bellon, Gérard Belorgey\*, Jean-Michel Belorgey, Fatima Benomar, Abdelhak Berheri, Géraldine Biaux, Grace Blakeley, Florence Bray, Danielle Bleitrach, Boaventura de Sousa Santos, Atilio A. Boron, Gérard Borvon, Said Bouamamas, Jean-Pierre Boudine, Barbara Bouley, Alain Bousquet, Hugues Bousquet, Patrick Braibant, Florence Bray, Jacques Broda, Alain Brossat, Jean-Philippe Brunet, Sylvain Brouard, Fernando Buen Abad Domínguez, Marie-George Buffet, Olivier Cabanel, Michel Cabirol, Cadoudal, Michel Caillat, Philippe Callois, Isabelle Cappe, Aloys Carton, José Caudron, Jean-Claude Charitat, Jean-François Chatelat, François de la Chevalerie, Mahor Chiche, Sophia Chikirou, Olivier Clerc, Fabrice Cohen, Patrice Cohen-Séat, Daniel Cojean, François Colas, Collectif Les Effronté.es, Maxime Combes, Samira Comingand, Albano Cordeiro, Sandra Cormier, Alain Coulombel, Fabienne Courvoisier, Alastair Crooke, Jacques Cros, Andy Crups, Leïla Cukierman, Shala Daneshfar, Pedro Da Nobrega, Georges Debunne, Jacques Decaux, Jacques Declosménil, Chantal Decosse, Jean-Michel Dejenne, Jean Delons, Monique Dental, Emmanuelle Depollier, André Depouille, Elisabeth Dès, Virginie Despentes, Antonio Dias, Françoise Diehlmann, Jean-Michel Dodd, Evelyne Dubin, Béatrix Dupraz, Marlène Dupraz, Emmanuel Dupuy, Pierre Efratas, Amine El Khatmi, François Esquer, Sylvain Ethiré, Marcel Etienne, Jean-Pierre Evard, Michel Evrard, Jacques Fath, Elsa Faucillon, José Pablo Feinmann, Eric Ferrand, Andrés Ferrari Hains, Jean-Claude Fiemeyer, Yann Fiévet, Alain Foix, Martial Foucauld, Jean-Jacques Fouché, Jean-Christophe Frachet, Geneviève Fraisse, René Francal, Jacques Franck, Eduardo Galeano, Gabriel Galice, Stéphane Gatti, Christian Gautier, Gévé, Séverine Gille, Vincent Glenn, Jean-Luc Gonneau, Philippe Goubault, Allain Graux, Denis Griesmar, Jacques Grieux, Serge Grzesik, Pierre Guerlain, Vincent Guillot, John Hagelin, Eric Halphen, Jack Harmand, Jacky Hénin, Pierre Henry, Georges Hervel, Jean-Marc Holleaux\*, Michel Hulin, Jancry, Diana Johnstone, Fabienne Jouvet, Mahamadou Ka, Saül Karsz, Alain Kerjan, Eddy Khaldi, Liet Kynes, Lionel Labosse, Dominique Lacout, Marc Lacreuse, Nathalie Laillet, Denis Langlet, Diane Le Béguec, Olivier Le Cour Grandmaison, Hervé Le Crosnier, Jacques Le Dauphin, Alain Le Dosseur, François Ledru, Jean-Pierre Lefebvre, Michel Lefebvre, Jean-Claude Lefort, Jeannick Le Lagadec, Patrick La Hyaric, Christian Lemasson, René Lenoir, Marie-Françoise Lepetit, Eve Lerner, Estelle Leroy-Debiasi, Didier Le Scornet, Jean-François Le Scour, Antonio Lobo Antunes, Marie-Pierre Logelin, Jacques Lombard, Mercedes Lopez San Miguel, Frédéric Lordon, Doc Lottin, Loulou, Alexis Lucas, François Lucas, Benoist Magnat, Jean-Claude Mairal, Roland Maire, Azar Majadi, Jorge Majfud, Oliver Makepeace, Dimitri Makrygiannis, Marc Mangenot, Roger Martelli, Laurence Matignon, Jérôme Maucourant, Chloé Maurel, Nora Merlin, Hervé Mesdon\*, Georges Michel, Mick et Paule, Patrick Mignard, Tarik Mira, Yvonne Mignot-Lefebvre, Giorgos Mitralias, Fatiha Mlati, Michel Moine, Ricardo Monserrat, Arnaud de Morgny de Maeyer, Jean-François Morin, Alain Mouetaux, Arnaud Mouillard, Eric Mouron, Joël Murat, Maryam Namazie, Michel Naudy\*, André Nouschi, Paul Oriol, Vincent Ortega, Oussama, Paloma, Henri Paris, Pierre Pascallon, Pierre Payen, Jean-René Peltier, Antonio Pereira Nunes, Patrice Perron, Jean-Pierre Petit, Michel Peyret, Eric Pichet, Michel Pillier, Rui Poças, Rafael Poch, Michel Portal, Thomas Posado, Gérard Prémel, Gabriel Puricelli, Gérard Raiser, Amir Ramses, Guy Ratane-Dufour, Alberto Riboletta, Anne-Cécile Robert, Roberto Robertelli, Ruy Rodrigues Da Silva\*, Maria Graziella Rodriguez, Michel Rogalski, Régis Roquetanière, Alain Ruscio, Claude Sam\*, José Sanchez, Otavio Santos, José Saramago\*, Emmanuel Saussier, Scribrouge, Youssef Seddik, Cristina Semblano, Luis Sepulveda\*, Marc Silberstein, Patrick Silberstein, João Silveirinho, Karim bey Smail, Claude Soufflet, Laurent Tarillon, Matthias Tavel, Paulo Telheiro, Antoine Thivel, Pierre Thomas, Patrick Trannoy, Sophie Troubac, Denis Troupenat, Alain Uguen, Bernard Uguen, Rémi Uzan, José Vala, Bruno Valentin, Jérôme Valluy, Jean-Robert Velveth\*, Christophe Ventura, Marie-Christine Vergiat, Michèle Vianès, Claire Villiers\*, Paul Vincent, Eugenio Raul Zaffaroni, Louis Weber, Louie Wyler, Olivia Zemor, Laure Zudas, Nadine Zuili…

*\*Hélas décédé-es*

## Et en plus, sur notre site, des textes et graphismes d’autres auteurs :

Paul Alliès, René Assandri, Bansky, Jean-Pierre Berlan, Jean-Marie Berniolles, Jean-Christophe Bonté, Jean-Bricmont, Etienne Chouard, Pascal Colrat, Jeremy Corbin, Enguerrand Delion, Marc Dolez, Goutal, Jérôme Guedj, André-Jacques Holbecq, Etienne Imer, Jancry, Raoul-Marc Jennar, Monica Karbowska, Jean-Jacques Lemarchand, Maurice Lemoine, Herwig Lerouge, Henri Maler, Maurice Martin, Patrick Mignard, Marie-José Mondzain, Christophe Ramaux, Serge Regourd, Emir Sader, Pierre Thomas, Joël Yoyotte-Landry, Philippe Zafirian, Didier Zuili …

## Elles/ils ont participé aux cafés-débats de la Gauche Cactus :

Paul Alliès, Clémentine Autain, Géraldine Biaux, Hamida Bensadia, Jean-Pierre Berlan, Agnès Bertrand, Jean-Christophe Bonté, Claude Boucher, Camille Cabral, Etienne Chouard, Eric Coquerel, Alexis Corbière, Michèle Dessenne, Jean-Claude Fiemeyer, Geneviève Geay, Susan George, Jean-Luc Gonneau, Jérôme Guedj, Eric Halphen, Pierre Henry, Diana Johnstone, Monika Karbowska, Olivier Keller, Suzanne Körösi, Jeannick Le Lagadec, Michel Lefebvre, Jean-Pierre Lefèvre, Henri-Georges Lefort, Laurent Levard, Pascal Lusso, Marc Mangenot, Fernanda Marruchelli, Fatiha Mlati, Temir Porras, Eduardo Olivares, Ismaël Omarjee, Ruy Rodrigues Da Silva\*, Marco Antonio Rodrigues Dias, Dominique Rousseau, ChristianeTaubira…

Consultez notre site

[www.la-gauche-cactus.org](http://www.la-gauche-cactus.org/SPIP)

Des textes, des idées, tous les numéros de la Banquise et de la Gauche Cactus…et de l’humour en plus !

1. https://www.youtube.com/watch?v=VW5E8noEbn4 [↑](#footnote-ref-1)